



**Direction Territoriale  
Nord Pas-de-Calais**



# **Recalibrage de la Lys Mitoyenne entre Deûlémont et Halluin**

## **Dossier de Déclaration d'Utilité Publique**

Juin 2017



**Co-financé par l'Union européenne  
Réseau transeuropéen de transport (TEN-T)**

L'auteur de cette publication en est le seul responsable. L'Union européenne ne saurait être tenue pour responsable de l'utilisation qui pourrait être faite des informations qui y figurent



## TABLE DES MATIERES

## CHAPITRE 6. L'ETUDE D'IMPACT..... 23

CHAPITRE 1. NOTICE EXPLICATIVE ET OBJET DE L'ENQUETE.....	3
1.1    LE DEMANDEUR.....	4
1.2    OBJET DE L'ENQUETE .....	6
CHAPITRE 2. TEXTE REGISSANT LA PRESENTE DEMANDE .....	8
2.1    TROIS MAITRES D'OUVRAGE CONCERNES PAR LE PROJET .....	8
2.2    LA DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE.....	8
2.3    ENQUETE PUBLIQUE .....	9
2.4    ENQUETE PARCELLAIRE.....	9
2.5    AU-DELA DE LA DUP, LA DEMANDE D'AUTORISATION UNIQUE.....	10
2.5.1    Loi sur l'eau.....	10
2.5.2    Etude d'impact .....	10
2.5.3    Dérogation liées à la présence d'espèces protégées et dossier Natura	
2 000    11	
2.5.4    Conclusion.....	11
2.6    OPERATION TRANSFRONTALIERE .....	12
CHAPITRE 3. PRESENTATION DU PROJET .....	14
CHAPITRE 4. APPRECIATION SOMMAIRE DU FINANCEMENT .....	15
4.1    DECOMPOSITION PAR POSTES .....	16
4.2    REPARTITION FINANCIERE ENTRE LES TROIS MAITRES D'OUVRAGE .....	16
4.3    MONTANT A CHARGE DE LA FRANCE ET SUBVENTIONS.....	17
4.4    DEPENSES RELATIVES AUX ACQUISITIONS FONCIERES EN FRANCE .....	18
CHAPITRE 5. CONCERTATION.....	19

## CONTENU DU PRESENT DOSSIER

Le présent document constitue le dossier de déclaration d'Utilité Publique du projet de recalibrage de la Lys mitoyenne.

Dans cette pièce figurent :

- La notice explicative avec l'objet de l'enquête et son cadre réglementaire ;
- L'estimation sommaire des dépenses/acquisitions ;
- La concertation menée par VNF.

La description du projet, l'étude d'impact, ainsi que son atlas cartographique et ses annexes font l'objet de pièces distinctes.

## CHAPITRE 1. NOTICE EXPLICATIVE ET OBJET DE L'ENQUETE

## 1.1 LE DEMANDEUR

Un seul dossier de déclaration d'utilité publique est déposé pour le compte des trois maîtres d'ouvrage suivants. VNF en est le représentant et le mandataire.

Nom du demandeur et mandataire	VOIES NAVIGABLES DE FRANCE
Localisation du site	Communes de DEULEMONT, WARNETON, COMINES, WERVICQ-SUD, BOUSBECQUE, HALLUIN  La Lys canalisée, de la confluence avec la Deûle jusqu'à la frontière belge à Halluin.
Adresse du demandeur	Direction territoriale Nord - Pas de Calais 37, rue du Plat – BP 725 59 034 LILLE Cedex
Contacts	Maud Macary VNF / DT Nord – Pas de Calais / Service Maitrise d'Ouvrage Tél. : 03 20 17 04 37 E.Mail : <a href="mailto:maud.macary@vnf.fr">maud.macary@vnf.fr</a>
Nom du représentant	Benoît ROCHET, Directeur territorial
Numéro SIRET	130 017 791 00026

Nom du demandeur Flamand	WATERWEGEN EN ZEEKANAAL NV
Adresse	Afdeling Bovenschelde Guldensporenpark 105, 9820 Merelbeke
Contacts	Frank Serpentier Tel : 09 292 12 60 Mobile : 0477 58 16 54 <a href="http://www.wenz.be">www.wenz.be</a>
Nom du représentant	Agnes PEIL, Afdelingshoofd, (Directrice)

Nom du demandeur Wallon	SERVICE PUBLIC DE WALONNIE
Adresse	Direction générale de la Mobilité et des Voies hydrauliques Département des Voies hydrauliques de l'Escaut Direction des Voies hydrauliques de Tournai Rue de l'Hôpital Notre-Dame, 2 à B-7500 Tournai
Contacts	Carl Delhayé. +32 69 36 26 92
Nom du représentant	Clément PIERRE, Directeur des Voies hydrauliques de Tournai

## ■ CERTIFICATION DU MAÎTRE D'OUVRAGE

VNF est aujourd'hui certifié ISO 14001 (initialement obtenue en 2007, renouvelée la dernière fois en 2015 pour 3 ans) pour l'ensemble des activités, produits et services liés à la gestion et l'aménagement des terrains de dépôt de l'ensemble du périmètre de la Direction territoriale du Nord-Pas-de-Calais de VNF. Dans ce cadre, la Direction Nord-Pas-de-Calais s'engage à maîtriser les impacts des opérations de dragage et des sites de gestion des sédiments sur l'environnement et la santé :

- Mettre à jour une stratégie régionale de gestion des sédiments à l'horizon 2020 ;
- Surveiller et suivre les sites de gestion des sédiments ;
- Développer les filières de valorisation des sédiments en amplifiant les partenariats avec les institutions de recherche, les industriels (projet sédimatériaux) et les collectivités ;
- Étendre à l'activité dragage la certification ISO 14001 d'ici 2018 en s'appuyant sur le bilan carbone qui aura été réalisé ;
- Réaliser des bilans carbone à chaque chantier de dragage et intégration de clauses environnementales dans les marchés de travaux.

## 1.2 OBJET DE L'ENQUETE

Le présent dossier porte sur le projet de recalibrage de la Lys mitoyenne de Deûlémont à Halluin.

Le projet de recalibrage de la Lys mitoyenne entre Deûlémont et Halluin est un maillon de la liaison fluviale européenne Seine – Escaut, classée en 2004 parmi les trente projets prioritaires du réseau Trans-Européen de Transport (RTE-T). Ce projet est également inscrit au Contrat de Projet Etat Région Hauts de France 2015-2020.

La section concernée par les travaux de recalibrage, objet du présent dossier, est comprise entre Deûlémont, à la confluence Deûle – Lys, et Halluin (France) / Menin (Belgique, au niveau du pont de Menin), soit un linéaire d'environ 16,5 km. Cette section de la Lys est dite mitoyenne de par sa situation géographique à la fois sur le territoire français et sur les territoires wallon et flamand en Belgique.

Cette étude porte sur les travaux réalisés sur le territoire français par les trois maîtres d'ouvrages : VNF, Service Public de Wallonie et Waterwegen en Zeekanaal.

L'opération de recalibrage de la Lys mitoyenne entre Deûlémont et Halluin consiste essentiellement à une augmentation du gabarit de la voie d'eau par un élargissement et un approfondissement, soit des travaux de terrassement, de reconstitution de berges et de dragage.



## ■ MAITRISE D'OUVRAGE

La présente opération porte sur le recalibrage de la Lys mitoyenne entre Deûlémont et Halluin. Celle-ci est un tronçon de l'axe Deûle-Lys, qui assure la liaison entre l'axe Dunkerque-Escout (et sa connexion avec le canal Seine-Nord à réaliser) et les ports de la mer du Nord.

La Lys est dite mitoyenne dans ce secteur car la Lys historique marque la frontière entre la France et la Belgique sur environ 16.5km. Aujourd'hui les différents rescindements font que la Lys mitoyenne naviguée franchit la frontière franco-belge à plusieurs reprises le long de ces 16.5 km.

Cette situation particulière de la Lys mitoyenne impliquant trois gestionnaires a abouti à un découpage en trois maîtrises d'ouvrage pour la réalisation des travaux de recalibrage :

- section 1 : de Deûlémont à l'écluse de Comines sous maîtrise d'ouvrage de VOIES NAVIGABLES DE FRANCE (VNF),
- section 2 : de l'écluse de Comines à la frontière Wallonie/Flandre sous maîtrise d'ouvrage du SERVICE PUBLIC DE WALLONIE (SPW),
- section 3 : de la frontière Wallonie/Flandres au pont de Menin sous maîtrise d'ouvrage de WATERWEGEN EN ZEEKANAAL (W&Z).

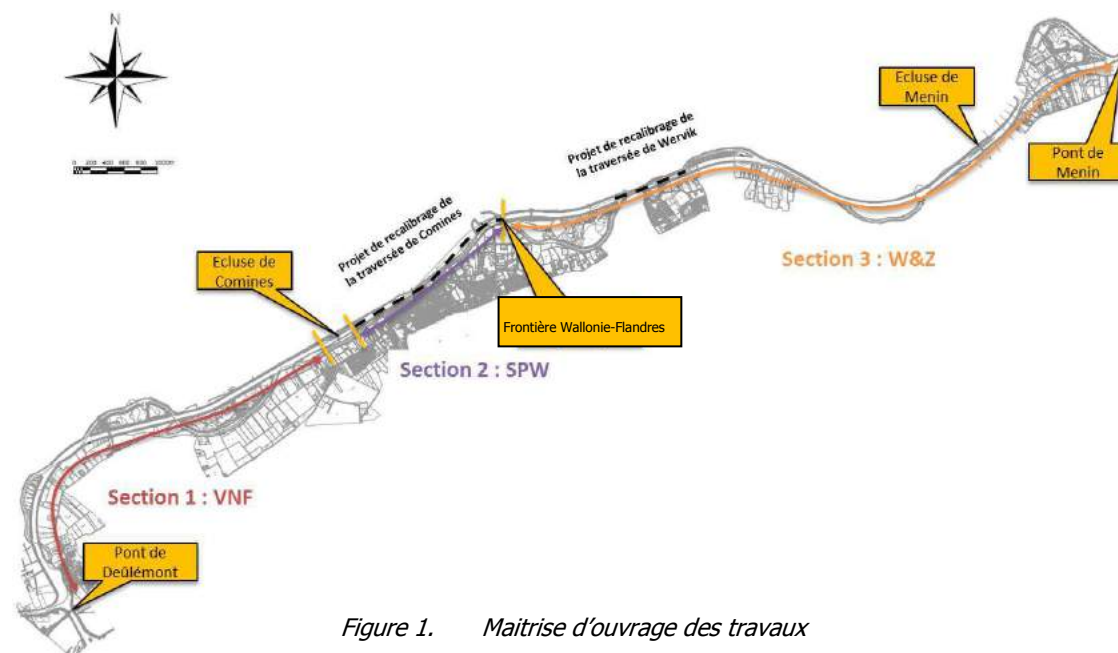


Figure 1. Maîtrise d'ouvrage des travaux

## CHAPITRE 2. TEXTE REGISSANT LA PRESENTE DEMANDE

### 2.1 TROIS MAÎTRES D'OUVRAGE CONCERNÉS PAR LE PROJET

Des travaux sur les trois sections étant réalisés sur le territoire français, les autorisations doivent être obtenues au bénéfice des trois maîtres d'ouvrage : VNF, SPW et W&Z. VNF est porteur du projet et donc interlocuteur pour les services instructeurs pour le compte des deux autres maîtres d'ouvrage (SPW et W&Z).

Ainsi, le présent dossier précise les responsabilités de chacun pour toutes les mesures d'évitement, de réduction et de compensation, notamment en phase chantier sur le territoire français.

NB : Chaque Maître d'Ouvrage est responsable de l'application des mesures en phase chantier. VNF est responsable de l'application des mesures compensatoires et de leur suivi en France, pour son compte et au titre des deux autres Maîtres d'ouvrages.

### 2.2 LA DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE

→ Une Déclaration d'Utilité Publique est nécessaire pour permettre les acquisitions nécessaires à la réalisation des travaux.

La procédure d'expropriation permet à une collectivité territoriale ou un établissement public de s'approprier des biens immobiliers privés, afin de réaliser un projet d'aménagement dans un but d'utilité publique. Cette procédure est nécessaire en vertu du code civil qui prévoit (article 545) que "nul ne peut être contraint de céder sa propriété, si ce n'est pour cause d'utilité publique et moyennant une juste et préalable indemnité".

Néanmoins, une opération d'expropriation ne peut être légalement déclarée d'utilité publique que si les atteintes à la propriété privée, le coût financier et éventuellement les inconvénients d'ordre social qu'elle comporte ne sont pas excessifs eu égard à l'intérêt qu'elle présente.

La procédure d'expropriation se décompose en deux phases :

1- la phase administrative dont la finalité est la déclaration d'utilité publique du projet prononcé par arrêté préfectoral (enquête d'utilité publique) et la détermination des parcelles à exproprier définies par un arrêté préfectoral de cessibilité (enquête parcellaire) ;

2- la phase judiciaire, qui correspond à la procédure de transfert de propriété des biens et d'indemnisation des propriétaires. Cette procédure est instruite par le juge de l'expropriation dès la transmission du dossier administratif finalisé par le préfet au juge de l'expropriation.

Préalablement à la réalisation de l'opération, le projet doit donc être Déclaré d'Utilité Publique par Arrêté Préfectoral. Cette déclaration sera faite suite à une enquête, conduite selon les dispositions du Code de l'Expropriation pour cause d'utilité publique (notamment les articles L110-1 et suivants) et du code de l'environnement. Il s'agit d'une enquête publique unique.

Conformément à l'article L. 123-16 du Code de l'Urbanisme, la DUP d'une opération qui n'est pas compatible avec les dispositions d'un document d'urbanisme peut intervenir dès lors que l'enquête publique a porté à la fois sur l'utilité publique de l'opération et sur la mise en compatibilité des documents d'urbanisme. La DUP emporte alors approbation des nouvelles dispositions de ces documents.

*L'enquête publique doit donc porter à la fois sur l'intérêt général du projet et sur la mise en compatibilité du PLU qui en est la conséquence.*

➔ Le projet est soumis à une mise en compatibilité des documents d'urbanisme, selon les articles L.153-54 à L153-59 et R.153-14 du Code de l'Urbanisme.

En effet, le règlement de la zone NE du PLUi de la Métropole Européenne de Lille devra être amendé et ses emplacements réservés modifiés pour les communes concernées par le projet.

## 2.3 ENQUETE PUBLIQUE

Le projet est donc soumis à enquête publique :

- Au titre du Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique (article R112-4) et enquête parcellaire (Article R131-3) ;
- Au titre du Code de l'Environnement dans le cadre des opérations susceptibles d'affecter l'environnement (Article R123.-1 et suivants).
- Au titre de la Demande d'Autorisation Unique

Ces enquêtes publiques seront réalisées conjointement.

## 2.4 ENQUETE PARCELLAIRE

*Articles R. 11-19 et suivants du code de l'expropriation*

L'expropriation pour cause d'utilité publique nécessite également une autre enquête publique, dite « enquête parcellaire » qui a pour objet de déterminer avec précision les biens situés dans l'emprise du projet et d'identifier avec exactitude les propriétaires. Elle est menée conformément aux articles R. 11-19 et suivants du code de l'expropriation.

L'enquête parcellaire est ici menée conjointement à celle sur l'utilité publique, sur la base de l'article R. 11-21 du code de l'expropriation. Le préfet prend alors un arrêté d'ouverture conjoint pour les deux enquêtes, un seul commissaire est nommé, mais il rendra deux rapports et avis distincts : sur l'utilité publique, ainsi que sur l'enquête parcellaire.

## 2.5 AU-DELA DE LA DUP, LA DEMANDE D'AUTORISATION UNIQUE

### 2.5.1 Loi sur l'eau

→ Le projet est soumis à autorisation au titre de la Loi sur l'eau dans le cadre de l'article R214-1 qui présente le champ d'application des installations, ouvrages, travaux ou activités soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6.

#### Les textes :

Articles L210-1 et suivants du code de l'environnement relatifs à l'eau et aux milieux aquatiques et marins et plus particulièrement les articles L214-1 et suivants relatifs aux activités, installations et usage.

Articles R211-1 et suivants du code de l'environnement relatifs à l'eau et aux milieux aquatiques et marins et plus particulièrement les articles R214-1 et suivants relatifs aux activités, installations et usage.

### 2.5.2 Etude d'impact

Le Décret n° 2016-1110 du 11 août 2016 relatif à la modification des règles applicables à l'évaluation environnementale des projets, plans et programmes a modifié le tableau relatif aux catégories de projets soumis à étude d'impact ou demande d'examen au cas par cas.

→ Le recalibrage de la Lys mitoyenne est soumis à examen au cas par cas, dans le cadre des rubriques 10 et 25 de l'annexe de l'article R122-2 du code de l'environnement :

Rubrique 10 : Canalisation et régularisation des cours d'eau

Sont soumis à demande d'examen au cas par cas :

Ouvrages de canalisation, de reprofilage et de régularisation des cours d'eau s'ils entraînent une artificialisation du milieu sous les conditions de respecter les critères et seuils suivants :

- Installations, ouvrages, travaux ou activités conduisant à modifier le profil en long ou le profil en travers du lit mineur d'un cours d'eau sur une longueur de cours d'eau supérieure ou égale à 100 m ;
- Consolidation ou protection des berges, par des techniques autres que végétales vivantes sur une longueur supérieure ou égale à 200 m ;
- Installations, ouvrages, travaux ou activités, dans le lit mineur d'un cours d'eau, étant de nature à détruire les frayères, les zones de croissance ou les zones d'alimentation de la faune piscicole, des crustacés et des batraciens, ou dans le lit majeur d'un cours d'eau, étant de nature à détruire les frayères de brochet pour la destruction de plus de 200 m<sup>2</sup> de frayères.

Rubrique 25 : Extraction de minéraux par dragage marin ou fluvial

Sont soumis à demande d'examen au cas par cas :

b) Entretien de cours d'eau ou de canaux, à l'exclusion de l'entretien visé à l'article L. 215-14 du Code de l'Environnement réalisé par le propriétaire riverain, le volume des sédiments extraits au cours d'une année étant supérieur à 2 000 m<sup>3</sup>.

*Rappel : Dans le cadre des anciennes rubriques 10 et 21 de l'annexe de l'article R122-2 (10° Travaux, ouvrages et aménagements sur le domaine maritime et sur les cours d'eau, et 21° Extraction de minéraux ou sédiments par dragage marin ou retrait de matériaux lié au curage d'un cours d'eau), la présente opération était soumise à étude d'impact.*

### Les textes :

Articles L. 122-1 et suivants du code l'environnement relatifs aux études d'impact des projets de travaux, d'ouvrages et d'aménagements (modifiés par l'Ordonnance n° 2016-1058 du 3 août 2016 relative à la modification des règles applicables à l'évaluation environnementale des projets, plans et programmes).

Articles R. 122-1 et suivants du code l'environnement relatifs aux études d'impact des projets de travaux, d'ouvrages et d'aménagements (modifiés par le Décret n° 2016-1110 du 11 août 2016 relatif à la modification des règles applicables à l'évaluation environnementale des projets, plans et programmes).

### 2.5.3 Dérogation liées à la présence d'espèces protégées et dossier Natura 2 000

→ Le projet est soumis à une demande de dérogation au titre de l'article L411-2 du Code l'Environnement du fait de la présence d'espèces protégées (Flore : Angélique officinale, faune : amphibiens, oiseaux, mammifères, chiroptères).

→ Le projet est soumis à étude d'incidence Natura 2000 au titre de l'article L414-1 et R414-19 à 26 du Code de l'Environnement, au regard de la présence à proximité immédiate de la Zone de Protection Spéciale et Zone Spéciale de conservation : Site BE32001 « Vallée de la Lys » située intégralement en territoire belge

### 2.5.4 Conclusion

Ainsi, au-delà de la DUP, Le projet de recalibrage de la Lys mitoyenne fait l'objet d'une demande d'Autorisation Unique.

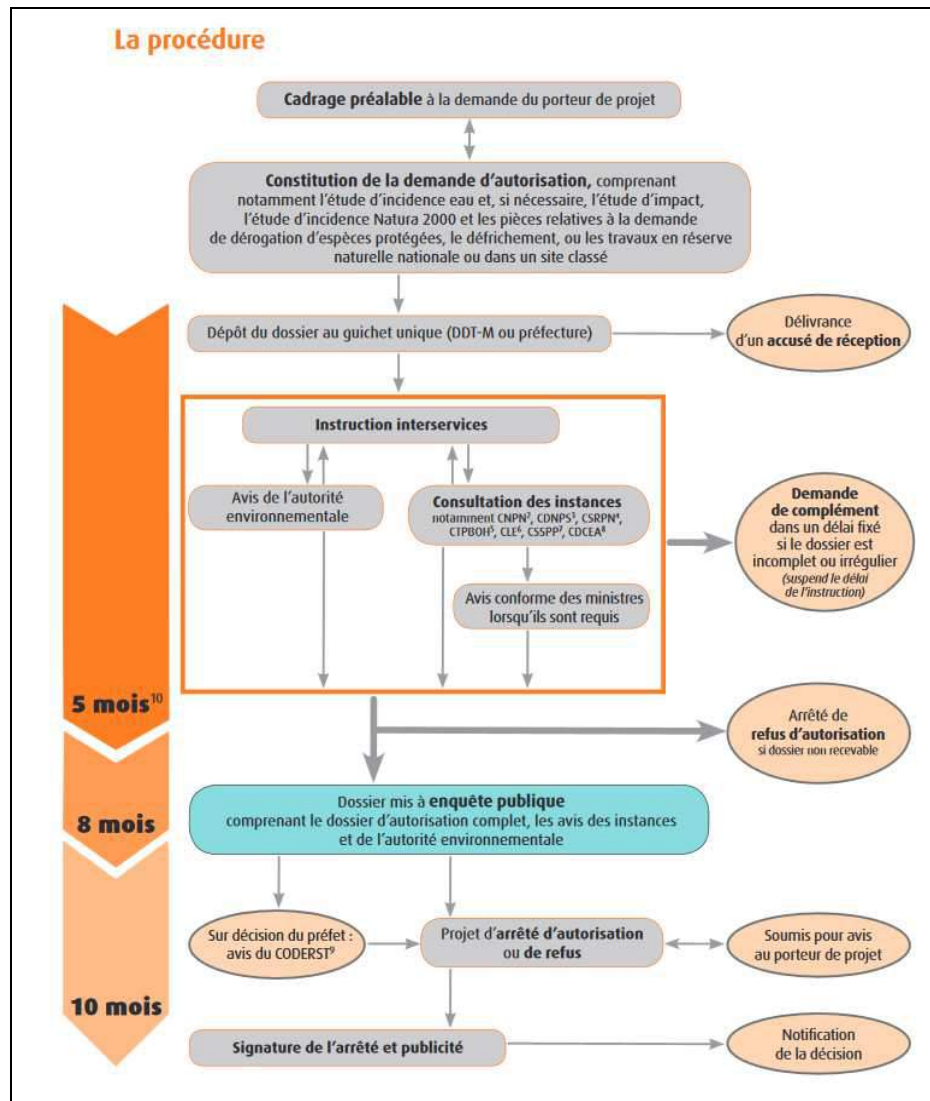
En effet, pour les projets soumis à autorisation au titre de la loi sur l'eau, une procédure unique intégrée est mise en œuvre, conduisant à une décision

unique du préfet de département, et regroupant l'ensemble des décisions de l'État relevant :

- Du code de l'environnement : autorisation au titre de la loi sur l'eau, au titre des législations des réserves naturelles nationales et des sites classés et dérogations à l'interdiction d'atteinte aux espèces et habitats protégés ;
- Du code forestier : autorisation de défrichement.

Cette expérimentation est menée sans préjudice de l'entrée en vigueur sur l'ensemble du territoire national du décret n° 2014-750 du 1er juillet 2014 harmonisant les dispositions de police de l'eau applicables aux installations hydroélectriques, l'autorisation délivrée au titre de la loi sur l'eau valant autorisation au titre du code de l'énergie (hors concession).

La loi relative à la transition énergétique pour la croissance verte étend l'expérimentation d'une autorisation unique pour les projets soumis à une autorisation au titre de la loi sur l'eau sur l'ensemble du territoire national.



## 2.6 OPERATION TRANSFRONTALIERE

Voir en annexe 1 les trois projets de conventions franco-belges :

- Une convention cadre, signée au niveau étatique, qui précise les engagements de chaque pays ainsi que la répartition de la maîtrise d'ouvrage
- Une convention d'exécution, signée au niveau des MOA, qui précise les modalités d'application de la convention cadre pour les travaux du recalibrage de la Lys mitoyenne
- Une convention d'entretien et d'exploitation, signée entre les gestionnaires de voies navigables, qui précisent les modalités d'entretien et d'exploitation (pendant les travaux de recalibrage et au-delà).

Le projet de recalibrage de la Lys mitoyenne traverse trois territoires : France, Wallonie et Flandre. Ceux-ci ont chacun leur propre réglementation relative aux autorisations administratives nécessaires aux projets d'aménagement du territoire. De plus, la répartition de la maîtrise d'ouvrage correspondant à des tronçons et non à des territorialités, les autorisations obtenues sur un territoire donné devront être obtenues au bénéfice des maîtres d'ouvrages porteurs de travaux sur ce territoire :

- Autorisations wallonnes → au bénéfice des Moa français et wallons (VNF et SPW)
- Autorisations flamandes → au bénéfice du Moa flamand (W&Z)
- Autorisations françaises → au bénéfice des trois maîtres d'ouvrage (VNF, SPW et W&Z)

Par ailleurs, chaque tronçon sur un territoire donné génère des impacts transfrontaliers qu'il convient de traiter dans le cadre de la convention d'ESPOO.

Enfin, l'article 18 de la convention cadre entre la France et la Belgique, relative à l'aménagement de la Lys mitoyenne entre Deûlémont en France et Menin en Belgique, prévoit que « chacune des parties contractantes traite les déchets résultants de l'exécution des travaux dont elle a la charge suivant les modalités régissant sur son territoire le traitement des dits déchets.

Ces modalités respectent la législation de l'Union Européenne en matière de gestion des déchets. » Cet article fait office d'accord international de transfert de déchets, autorisés dans la cadre de la législation européenne.

Ainsi chaque maître d'ouvrage est responsable de la gestion des matériaux excédentaires générés sur sa section.

Le présent dossier portant uniquement sur les travaux réalisés en France, et nécessitant des autorisations françaises, les procédures belges passées, en cours ou à venir sont présentées en annexe.

*📁 Voir annexe 13 - Synthèse des procédures franco-wallonne-flamande sur le périmètre du recalibrage de la Lys mitoyenne*

## CHAPITRE 3. PRESENTATION DU PROJET

La présentation du recalibrage de la Lys mitoyenne fait l'objet d'une pièce spécifique, utilisée également pour la demande d'autorisation unique.



## CHAPITRE 4. APPRECIATION SOMMAIRE DU FINANCEMENT

L'estimation financière prévisionnelle globale (travaux en France et en Belgique) au stade Avant-Projet du recalibrage de la Lys mitoyenne s'élève à 105 millions d'euros hors taxes (valeur mars 2014).

#### 4.1 DECOMPOSITION PAR POSTES

Cette estimation se décompose comme suit entre les différents postes :

Postes	Désignation poste	Montant en M€HT
Poste 1	Prix généraux	2,1
Poste 2	Travaux préparatoires (y compris travaux forestier)	1,3
	Travaux de défense de berge (y compris soutènement en palplanche) et végétalisation des berges	9,8
Poste 3	Terrassement de berges (élargissement et approfondissement du chenal) et évacuation des matériaux	21,4
Poste 4	Dragages d'entretien	8,4
Poste 5	Cheminements (y compris restauration de fossés)/ Signalisation	1,8
Poste 6	Bassin de virement de Bousbecque	4,3
Poste 7	Mesures compensatoires et d'accompagnement, y compris franchissements piscicoles	4,0
Poste 8	Maîtrise foncière, dégagement des emprises, aménagements des emprises (Démolition, gestion de réseaux existants...)	2,1

Poste 9	Recalibrage de la traversée de Comines	18,2
Poste 10	Recalibrage de la traversée de Wervik	13,3
Poste 11	Frais d'études	8,7
Total hors aléas		95,4
Aléas 10 %		9,54
Total HT valeur mars 2014		105

Le coût total toutes taxes comprises à terminaison de l'opération de recalibrage de la Lys mitoyenne est estimé à 140M €TTC.

#### 4.2 REPARTITION FINANCIERE ENTRE LES TROIS MAITRES D'OUVRAGE

La répartition des co-financements entre les trois maîtres d'ouvrage est calculée au prorata du linéaire de berges par pays. La section 1 est co-financée à 50 % / 50 % par VNF et SPW, la section 2 est co-financée à 44 % / 56 % par VNF et SPW et la section 3 est co-financée à 48 % / 52 % par VNF et W&Z.

Ainsi chaque pays finance les travaux réalisés sur son territoire.

**Le montant des travaux à charge de la France s'élève à 43,9M €HT (valeur mars 2014). Le coût total toutes taxes comprises à terminaison à charge de la France est estimé à 58,6M €TTC.**

### 4.3 MONTANT A CHARGE DE LA FRANCE ET SUBVENTIONS

C'est sur la base de ce dernier montant que sont estimés les co-financement attendus pour le projet.

- Co-financements acquis :
  - 0,99M€ de participation régionale au titre du CPER 2007-2015 ;
  - 20,25M€ de participation régionale au titre du CPER 2015-2020.
  - 0,77M€ de participation européenne au titre du MAP 2007-2015 ;
  - 10,49M€ de participation européenne au titre du MIE 2014-2020 (une partie du montant, environ 4M€, vient en déduction de la participation wallonne) ;
- Cofinancements prévisionnels au-delà de 2020 :
  - 6M€ de participation régionale sur la base d'une subvention à hauteur de 50 % du montant total des dépenses, ce taux correspondant au niveau global d'intervention de la région sur le CPER actuel.
  - 3,7M€ de participation européenne sur la base d'une subvention de 40 % du montant hors taxes des travaux, dans la continuité du dispositif en cours ;

Ainsi la part restant à financer par Voies Navigables de France s'élève à 10 M€TTC à terminaison.

#### 4.4 DEPENSES RELATIVES AUX ACQUISITIONS FONCIERES EN FRANCE

	Parcelles déjà acquises (à l'amiable)		Parcelles restant à acquérir	
<b>Comines (acquisition de surface)</b>	AH300 – AH301 – AH306		AB7 – AD371 – AH304 – AH305 – AH334	
	Montant : 18 705 €	Surface : 154m <sup>2</sup>	Montant : 31 393 €	Surface : 325m <sup>2</sup>
<b>Comines (acquisition en volume)</b>	/		AH298 – AH296 – AH299 – AH302 – AH303 – AH307 – AH332 – AH331 – AH335 – AH337 – AH340 – AH341 – AH344 – AH346 – AH349 – AH350 – AD256 – AD384  Ces 18 parcelles sont concernées par une division en volume pour expropriation du sous-sol pour la mise en place de tirants d'ancrage pour les palplanches, si des servitudes conventionnelles ne peuvent être négociées.	
	/			
<b>Halluin</b>	/		AD176 – AD102 – AD101 – AD123 – AD125 – AD127 – AD129 – AE43 – AD131 – AD133 – AI46  Hormis 2 parcelles, les autres seront achetées à la MEL qui les a acquises dans son projet de ZAC. Les négociations sont en cours avec la MEL.	
	/		Montant : 158 355 €	Surface : 6 197m <sup>2</sup>
<b>Wervicq-sud</b>	A285 – A286 – A933 – A 4166 – A283 – A4219 – A4217 – A141		/	
	Montant : 497 772 €	6 065m <sup>2</sup>	/	
<b>Montant total des acquisitions 720 524,48 €</b>	Montant : 516 477 €	Surface : 6 219m <sup>2</sup>	Montant : 189 748 €	6 522m <sup>2</sup>
<b>Comines</b>	AB31 – AB32 – AD370		Parcelles communales qui entreront dans une COT pendant les travaux, pour une surface de 3 579m <sup>2</sup> . Elles ne font pas l'objet d'une acquisition foncière.	
<b>Wervicq-sud</b>	A952 - A928 - A4257 - A4258		Parcelles du domaine public qui font l'objet d'une convention (échange de parcelles entre VNF, la MeL et la commune), pour une surface de 1 248m <sup>2</sup> .	

## CHAPITRE 5. CONCERTATION

Depuis 2012, et ce pendant toute la phase d'AVP et de constitution des dossiers administratifs, le Maître d'Ouvrage a concerté autour de ce projet avec les partenaires techniques, les services de l'état français et belges, ainsi qu'avec les élus locaux.

Les tableaux ci-dessous présentent le bilan des différentes rencontres ayant eu lieu depuis 2012.

### ■ COMITES TECHNIQUES ET ENVIRONNEMENTAUX, ET COMITES DE PILOTAGE

Date	Objet de la réunion
26 juin 2012 – Cotech Env	Présentation des études environnementales – premières pistes de mesures
17 mai 2013 – COPIL – VNF/SPW/W&Z	Finalisation des négociations relatives aux modalités de co-financement entre les 3 maîtres d'ouvrage
14 février 2014 - Cotech	Présentation des études techniques suite aux modifications de programme (surlargeur dans la courbe de Deûlémont)
2 décembre 2014 – Cotech Env	Présentation des impacts et mesures du projet
2 mai 2016 – COPIL - VNF/SPW/W&Z/Région HdF/DREAL	Point d'étape avant le lancement des procédures réglementaires françaises
14 décembre 2016 - Cotech	Présentation des études de projets aux différents partenaires

Ces réunions ont permis de définir l'ensemble des éléments techniques du projet, et de valider l'estimation financière de l'opération.

## ■ REUNIONS AVEC LES SERVICES INSTRUCTEURS

Date	Objet de la réunion
12 juin 2014 - Wallonie	Cadrage réglementaire en Wallonie
15 juillet 2014 - Flandre	Cadrage réglementaire en Flandre
27 juillet 2014 - DDTM	Présentation des impacts et cadrage préalable
8 octobre 2014 - DREAL	Présentation des impacts et cadrage préalable
23 février 2015 - MEL	Présentation des éléments de mise en compatibilité des documents d'urbanisme
1 juin 2015 – DREAL-DDTM	Réunion de concertation préalable, cadrage des procédures
23 mars 2016 – DREAL-DDTM	Réunion d'échange sur le volet espèces protégées et interfaces avec les zones humides
25 mai 2016 – Préfecture – DREAL - DDTM	COPIL pour le pilotage des procédures administratives liées au recalibrage de la Lys mitoyenne à venir
14 juin 2016 – Préfecture – DREAL - DDTM	COTECH pour le pilotage des procédures administratives : focus sur le planning de l'instruction et sommaire des différents dossiers administratifs
12 juillet 2016 – Préfecture – DREAL - DDTM	COPIL pour le pilotage des procédures administratives : validation du planning d'instruction et du sommaire des différents dossiers administratifs
10 janvier 2017 – DDTM - DREAL	Réunion technique sur les dossiers administratifs déposés le 30 septembre en version minute
11 janvier 2017 - préfecture	Réunion technique sur les dossiers administratifs déposés le 30 septembre en version minute
24 janvier 2017 – Préfecture – DREAL - DDTM – services wallons et flamands	COPIL pour le pilotage des procédures administratives, et organisation de la consultation transfrontalière.

Les échanges avec les services instructeurs ont permis d'assurer la compatibilité du projet avec les textes en vigueur.

## ■ REUNIONS FRANCO-BELGE

Date	Objet de la réunion
14 mai 2014 – VNF / SPW / W&Z / EGIS	Présentation de l'estimation financière - Calendrier
15 octobre 2014 – VNF / PW / W&Z	Présentation pour validation du coût de l'AVP mis à jour
9 janvier 2015 – VNF / SPW / W&Z / DGITM	Présentation de la convention franco-belge – Validation du coût d'objectif de l'AVP
7 décembre 2015 – VNF / W&Z	Point d'avancement du projet de recalibrage de la Lys mitoyenne : interface franco-flamande
7 janvier 2016 – VNF / SPW / W&Z / DGITM / GIDE	Négociation des aspects juridiques des conventions franco-belges relative à la répartition de MOA et des co-financements
11 janvier 2016 – VNF / SPW	Point d'avancement du projet de recalibrage de la Lys mitoyenne : interface franco-wallonne
9 novembre 2016 – VNF-SPW	Point d'avancement du projet de recalibrage de la Lys mitoyenne : interface franco-wallonne
29 novembre 2016 – VNF-W&Z	Point d'avancement du projet de recalibrage de la Lys mitoyenne : interface franco-flamande

Les échanges entre les trois maîtres d'ouvrage de l'opération ont permis d'assurer la cohérence des études entre les 3 sections, et assurer la coordination pour le dérouler de l'opération.

## ■ REUNIONS DE CONCERTATION AVEC LES ELUS LOCAUX

Date	Objet de la réunion
5 juin 2014 - Wambrechies	Présentation du recalibrage de la Lys et discussion sur les terrains de dépôt concernés par la commune
24 juillet 2014 – Comines-Warneton BE	Présentation du recalibrage de la Lys et discussion sur les terrains de dépôt concernés par la commune
12 novembre 2014 - Deûlémont	Présentation du recalibrage de la Lys et discussion sur les terrains de dépôt concernés par la commune
25 novembre 2014 – Wervicq-sud	Présentation du recalibrage de la Lys et focus sur le projet de la traversée de Wervik
21 janvier 2014 - Bousbecque	Présentation du recalibrage de la Lys et focus sur les aspects concernant la ville de Bousbecque
24 mars 2015 - Comines	Présentation du recalibrage de la Lys et focus sur les acquisitions foncières à Comines
28 mai 2015 - Halluin	Présentation du recalibrage de la Lys et focus sur l'interface entre le projet de ZAC du Front de Lys et le recalibrage à 4 400 t
24 mai 2016 - Deûlémont	Présentation du projet préalable à la procédure d'instruction à M. Le Maire
2 juin 2016 - Comines	Coordination entre le projet de jardin public bord à voie d'eau de la ville de Comines et le projet de recalibrage de la Lys mitoyenne
15 juin 2016 - Warneton	Présentation du projet préalable à la procédure d'instruction à M. Le Maire
24 juin 2016 - Bousbecque	Présentation du projet préalable à la procédure d'instruction à M. Le Maire
5 juillet 2016 – Wervicq-sud	Présentation du projet préalable à la procédure d'instruction à M. Le Maire
11 juillet 2016 – Comines Fr	Présentation du projet préalable à la procédure d'instruction à M. Le Maire
19 septembre 2016 – Wervicq-sud	Présentation du projet préalable à la procédure d'instruction aux membres du conseil municipal
25 janvier 2017- Halluin	Présentation du projet préalable à la procédure d'instruction à M. Le Maire

Globalement, il n'y a pas d'opposition au projet : les mairies sont plutôt favorables au projet. Quelques points de vigilances ont cependant été identifiés :

- Deûlémont : En parallèle du projet de recalibrage, un partenariat est mis en place pour la requalification de trois sites VNF dans la commune. Le maire évoque l'inquiétude des riverains relatives aux projets d'extension de la société Clarebout Patatoes et à la création d'un quai public sur la rive belge.
- Warneton : il existe des attentes quant à l'entretien du chemin de service et des contre-fossés. La mairie est attentive au risque d'inondation et à la bonne coordination entre les services français et wallons pour la gestion hydraulique.
- Comines France : La maîtrise d'ouvrage wallonne a obtenu les autorisations côté belge le 9/1/14. Lors de l'enquête publique, il y avait eu des observations sur la traversée des Prés de la Lys en Belgique.
- Wervicq Sud : forte attente car les travaux ont commencé côté belge. VNF a fait une présentation du projet devant les conseillers municipaux le 19 septembre 2016.
- Wervicq Sud et Comines : des projets pour ouvrir ces communes sur la Lys côté belge existent. Côté français, c'est la continuité du chemin de halage qui est prévue.
- Bousbecque : La mairie expose la problématique de l'envasement du bras mort, qui altère la prise d'eau primordiale pour la société Ahlstrom (papeterie) ainsi que la question de l'accès piétons depuis le centre-ville au chemin de halage et l'aménagement de l'îlot de Bousbecque. VNF indique à la commune que ces problématiques générales de revalorisation des bras morts peuvent faire l'objet d'une réflexion globale impliquant tous les acteurs concernés : VNF, W&Z, commune, MEL, Région.
- Halluin : La mairie s'enquiert des éventuels impacts en phase travaux sur le port de plaisance et l'ouverture du chemin de halage. VNF indique que les travaux sont organisés pour éviter ces impacts. La mairie souhaite profiter de la dynamique franco-belge pour renforcer la collaboration relative au fonctionnement du port de plaisance et pour son accès piétons et voitures.

#### ■ REUNIONS DE CONCERTATION AVEC LE MONDE AGRICOLE

10 octobre 2016 – Chambre d'agriculture	Présentation de l'opération de recalibrage de la Lys mitoyenne et de son impact sur le milieu agricole
--	--

Le projet ne présente pas d'impact sur le monde agricole. L'impact principal concernait le bassin de virement de Bousbecque, mais son dimensionnement a pu être optimisé permettant ainsi d'éviter l'impact sur des terres agricoles. Par ailleurs, aucune parcelle agricole (et d'expropriation) n'est prévue pour la création de mesures compensatoires.

#### ■ RENCONTRE AVEC LES RIVERAINS DANS LE CADRE DES ACQUISITIONS FONCIERES

Des rencontres avec les propriétaires impactés ont eu lieu via l'intermédiaire du prestataire de VNF en charge des acquisitions foncières.

Les propriétaires n'ont pas émis d'opposition au projet. Les questions portaient sur les points suivants :

- Étendue, nature et déroulement des travaux et accès aux berges pendant cette phase ;
- Aménagement futur et notamment la présence d'un chemin de service ;
- Niveau d'entretien du futur chemin de service ;
- Installation de clôture pour délimiter les parcelles privées et le domaine public fluvial ;
- Impact des travaux sur les habitations à proximité et possibilité d'obtenir des garanties sur les éventuels dommages ;
- Montant des acquisitions.

#### ■ RENCONTRE AVEC LES CONCESSIONNAIRES SUSCEPTIBLES D'ÊTRE IMPACTES

15 septembre 2016	Réunion de présentation du maître d'œuvre aux maires des communes impactées par le projet (Deûlémont, Warneton, Comines-Warneton) et aux concessionnaires (IPALLE et USAN) des consultations réseaux effectuées.
-------------------	--

La MEL, en tant que concessionnaire du pont de Warneton, et l'usine Flandria, bord à canal, ont été rencontrés dans le cadre de réunions spécifique.

Une réunion avec les représentants de la station de traitement des eaux usées (STEU) de Comines a également été organisée de manière spécifique le 19 janvier 2017. Les travaux du recalibrage de la Lys mitoyenne ne généreront pas d'impacts sur le fonctionnement de la station. Le type de confortement de berge choisi (berge raidie par gabions) ne génère pas de vibration en phase travaux. Le déplacement de l'exutoire de la station sur le territoire wallon de la Lys est prévu et ne générera pas d'impact sur le fonctionnement de la station notamment durant la construction du nouveau tracé de la Lys par SPW.

#### ■ CONCERTATION AVEC LE PUBLIC

Aucune concertation préalable avec le public n'a eu lieu. Les réunions avec les élus locaux ont néanmoins permis à chacune des communes impactées par le projet de présenter le recalibrage de la Lys à ses administrés via leurs moyens de communications propres (site internet, lettres d'informations, comptes-rendus municipaux...).



## CHAPITRE 6. L'ETUDE D'IMPACT

L'étude d'impact du recalibrage de la Lys mitoyenne a été réalisée dans le cadre de la Demande d'Autorisation Unique. Elle se retrouve de la manière suivante :

- Pièce 3 - Résumé Non Technique
- Pièce 5 – Etude d'impact
- Pièce 7 – Atlas cartographique
- Pièce 8 – Annexes